

D 907 ARGENTINE: LA TRANQUILLE ASSURANCE
D'UN CRIMINEL PRÉSUMÉ

L'élection triomphale de Raúl Alfonsín, le 30 octobre 1983, marque la fin de la dictature militaire au pouvoir depuis 1976. Une des pages les plus sombres de l'histoire de l'Argentine est ainsi tournée... jusqu'à nouvel ordre. Parmi les premières mesures annoncées par le nouveau président de la République, au lendemain de son investiture le 10 décembre 1983, il y a l'abrogation de la loi d'amnistie sur les séquelles de la guerre antisubversive (cf. DIAL D 893), et la comparution en justice des responsables militaires et civils des graves violations des droits de l'homme au cours des années écoulées. Sur ce dernier point, on lira avec intérêt les déclarations stupéfiantes de clarté du général Camps, connu pour son franc-parler en matière de "disparus" (cf. DIAL D 844).

Note DIAL

Le général Camps, le "boucher" de Buenos-Aires:

"JE PRENDS LA RESPONSABILITÉ DE 5.000 DISPARITIONS"

Le général Ramón Camps, ancien chef de la police de Buenos-Aires, tranquille, a transformé en bunker son appartement du 14^e étage d'une tour. Policiers d'escorte à l'entrée de l'immeuble, portes de sécurité dans les ascenseurs, porte blindée à l'entrée de l'appartement et armes à profusion. Trônant dans le bureau du général, un lance-grenade avec sa charge correspondante.

Question - Après avoir tué tant de gens, estimez-vous avoir perdu la guerre contre la subversion?

Réponse - Sur le plan militaire, nous les avons écrasés. La subversion a été démantelée au niveau de son armée de terroristes. Sur le plan politique, je crois que notre mollesse a fait de nous des perdants.

Q. - Quand vous avez combattu la subversion, qui donc, selon vous, étaient les subversifs?

R. - Il y a une grande méconnaissance de ce qu'est la subversion. Il s'agit de l'action politique menée en temps de paix pour changer l'ordre établi. C'est une action souterraine qui cherche à gagner les esprits et les coeurs des individus à la cause du désaccord. C'est une entreprise de conquête d'hommes pour changer les institutions. Dans cette perspective, la confrontation armée n'est qu'une expression parmi d'autres, pas même la principale, de la subversion.

Q. - Votre définition est si large que tous les Argentins doivent être pour vous suspects de subversion...

R. - Tout d'abord, il n'y a pas d'indifférents par rapport à la subversion. C'est une des choses qu'enseigne la stratégie militaire. Ou on est avec les forces de l'ordre, ou on est avec la subversion. Ensuite il y a un facteur spécifique: sa dépendance vis-à-vis de réseaux communistes internationaux.

Q. - Logiquement, vous estimez donc que les disparitions de personnes ont été une nécessité du combat contre la subversion.

R. - Elles ont été utiles. Du reste, ce ne sont pas des personnes qui ont disparu, mais des subversifs. Des terroristes ou des pacifistes qui oeuvraient au changement des institutions en vigueur pour imposer un système politique anti-humaniste, antichrétien et dépendant de l'étranger.

Q. - Combien en avez-vous fait disparaître?

R. - A l'époque où j'étais le chef de la police de Buenos-Aires, quelque cinq mille personnes ont disparu. A certaines d'entre elles j'ai donné une sépulture dans des tombes "Inconnu".

Q. - Où sont enterrées ces cinq mille personnes?

R. - Je préfère ne pas le dire afin de ne pas en faire de nouveaux héros pour la jeunesse subversive.

Q. - Mais ne croyez-vous pas que les mères des disparus ont le droit de savoir où sont leurs enfants?

R. - Les dites mères (Allez savoir si elles le sont réellement!) des disparus sont toutes des subversives. Cela, je l'ai déjà dit il y a quatre ans mais personne n'en a tenu compte. Ce sont des subversives qui ne se sont pas souciées de faire de leurs enfants de bons Argentins et qui les ont laissés travailler dans la subversion. C'est seulement après le début de la guerre qu'elles se sont occupées d'eux. Elles auraient dû l'avoir fait avant et seraient arrivées à temps pour leur sauver la vie.

Q. - Cela veut-il dire que les cinq mille personnes au moins qui ont disparu pendant la période où vous étiez chef de la police de Buenos-Aires sont mortes?

R. - Ces subversifs sont majoritairement morts. Certains ont préféré ne pas jouer au héros et ils ont collaboré avec nous. En échange, nous leur avons rendu la liberté et donné une identité fausse.

Q. - Acceptons pour une seconde de raisonner selon votre logique. Les disparus sont environ trente mille, alors que les guérilleros, quand vous avez fait votre coup d'Etat en mars 1976, ne devaient guère être plus de cinq mille. Les deux cents têtes directrices, selon votre propre terminologie, de la subversion sont vivantes et se trouvent en exil. Ces vingt-cinq mille que vous avez fait disparaître, et qui n'étaient pas des guérilleros, pourquoi ont-ils dû mourir?

R. - Chacun doit avoir l'honnêteté d'expliquer les choses comme elles se sont passées. Je ne suis au courant que de cinq mille disparus. Le reste

échappe à ma compétence. Dans ces cinq mille, il a pu y avoir des erreurs, Je l'admets. Dans les guerres on permet le bombardement de villes sous lequel meurent des milliers de gens qui ne sont pas des militaires. Ici, nous avons fait une guerre et, pour la gagner, il a fallu prendre des mesures radicales. Nous nous sommes peut-être trompés, mais finalement, et c'est ce qui compte, nous avons gagné.

Q. - Et les enfants que vous avez fait disparaître, où sont-ils?

R. - Personnellement je n'ai éliminé aucun enfant. Ce que j'ai fait, c'est d'en remettre certains à des organismes de bienfaisance pour qu'ils aient une nouvelle famille. Les parents subversifs éduquent leurs enfants pour la subversion. Cela, il faut l'empêcher.

Q. - Vous vous déclarez responsable de cinq mille disparus seulement. Qui est responsable des autres cas?

R. - J'ai dit qu'il y avait quelque cinq mille disparus. Ceux-là et tous les autres relèvent de la responsabilité de la junte militaire. Quand j'étais en fonction, c'était le général Jorge Rafael Videla. C'est évidemment à lui que revient la responsabilité première de la direction de la guerre antisubversive. Pour le reste, les décrets ordonnant l'écrasement de la subversion sont signés par María Estela Martínez de Perón (1) et Italo Argentino Lúder (2).

Q. - Vous admettriez de répondre devant la justice sur la question des disparus?

R. - Non. Avec les disparus, on a fait une campagne politique en faveur de la subversion. L'Argentine est le seul pays au monde qui a un Prix Nobel subversif. Ce monsieur, Pérez Esquivel, s'est-il jamais soucié des victimes de la subversion? Aucunement.

Q. - Avez-vous appliqué régulièrement la torture?

R. - Vous connaissez l'histoire de la minute? Eh bien, je vais vous la raconter. Quand nous arrêtons un subversif, celui-ci faisait une déclaration qui durait une minute et qui ne servait à rien du tout. Cette déclaration, il la répétait mille fois pendant vingt-quatre heures. Il calculait qu'en vingt-quatre heures ses camarades de la cellule avaient le temps de fuir. Nous devions donc lui arracher l'information dans les vingt-quatre heures. Bien sûr, il est préférable d'opérer sans tortures, sans hurlements. Mais ce n'est pas toujours possible et il faut parfois sauver la vie de citoyens honnêtes par une course contre la montre. Par contre, il n'y a jamais eu d'écoles pour apprendre à torturer.

Q. - Il m'arrive de penser que vous devez être un admirateur d'Hitler. Vrai ou faux?

R. - Je n'admire que San Martín (3). Avec Hitler, j'ai quelques affinités. Par exemple, mon souci humaniste de sauver l'homme et de lutter contre une campagne communiste permanente faite de mensonges. En tout cas, si vous voulez insinuer que je suis nazi, je vous réponds non. Je me considère comme un homme de droite, conservateur, mais humaniste à l'extrême.

(1) Ancienne présidente de la République, à la mort de Perón (NdT).

(2) Candidat aux élections présidentielles d'octobre 1983, contre Raúl Alfonsín qui sera élu (NdT).

(3) Héros de l'indépendance de l'Argentine au 19^e siècle (NdT).

Q. - Pourquoi les journalistes ont-ils été pourchassés?

R. - Il a fallu en anéantir un certain nombre parce qu'ils diffusaient dans les médias des positions portant atteinte aux institutions en vigueur.

Q. - En conclusion, le grand nombre de victimes, la corruption, la ruine du pays, le fait d'avoir à quitter le pouvoir sept ans après l'avoir pris d'assaut, le fait qu'il ne reste de la présence (des militaires) que le souvenir de l'horreur: tout cela ne semble pas être pour vous important. Est-ce que je me trompe?

R. - Nous avons vaincu militairement la subversion. Politiquement, nous avons perdu la guerre par suite de la timidité de certains des membres de notre camp. La subversion est déjà de nouveau à l'oeuvre. Notre expérience a été globalement positive, et nous saurons en profiter en d'autres occasions...

Propos recueillis par Santiago Aroca pour le journal "Tiempo", de Madrid, du 7 novembre 1983. Texte reproduit par la revue "Resumen" n° 98, du 21 novembre 1983.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441